

Arrêt

**n° 351 036 du 29 juillet 2026
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

**Ayant élu domicile : Au cabinet de Me E. RAHOU
Emiel Banningstraat 47/5
2000 ANTWERPEN**

contre:

l'Etat belge, représenté par la Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE DE LA VIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 juillet 2026, par X, qui déclare être de nationalité indienne, tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement, pris le 14 juillet 2026.

Il est fait application des dispositions relatives à l'emploi des langues, figurant au livre 3 de la loi relative au Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommée : « loi CCE »).

Vu l'article 2.28. de la loi CCE, le recours est traité selon la procédure urgente.

Vu le livre 2, titre 3, chapitre 2, de la loi CCE.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 23 juillet 2026 convoquant les parties à l'audience du 28 juillet 2026, à 11 heures.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me M. KIWAKANA *loco* Me E. RAHOU, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me N. AVCI *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

Le 14 juillet 2026, la partie défenderesse a pris
- un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement,
- et une interdiction d'entrée d'une durée de 2 ans,
à l'encontre du requérant.

Ces décisions lui ont été notifiées le même jour.

L'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement, constituent les actes attaqués.

L'ordre de quitter le territoire, et la décision de reconduite à la frontière, sont motivés comme suit :

« L'intéressé a été entendu par la zone de police de Liège le 14/7/2026 et ses déclarations ont été prises en compte dans cette décision.

Ordre de quitter le territoire [...]

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits et/ou constats suivants :

Article 7, alinéa 1er, de la loi:

□ 1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2.

L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable ni d'un visa ni titre de séjour valable au moment de son arrestation.

□ 8° s'il exerce une activité professionnelle indépendante ou en subordination sans être en possession de l'autorisation requise à cet effet.

Le PV numéro de la zone de police de Secova indique que l'intéressé était en train de travailler sans être en possession d'une carte professionnelle / d'un permis de travail ou un single permit.

L'intéressé ne déclare pas avoir de famille ou d'enfant mineur en Belgique, ni de problèmes médicaux.

L'intéressé mentionne sa volonté de travailler qui lui permet de participer au marché du travail. L'intention ou la volonté de travailler non concrétisée par la délivrance d'un permis de travail n'empêche pas un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à l'étranger en vue d'y lever les autorisations requises.

L'intéressé ne dispose pas de l'autorisation de travail requise et ne peut dès lors pas exercer la moindre activité lucrative. De plus, cet élément n'ouvre pas le droit au séjour. En outre, l'intéressé peut réaliser son souhait de participer au marché du travail dans son pays d'origine afin de se réintégrer.

Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article 3 et 8 de la CEDH.

Ainsi, le délégué du Ministre a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

Article 74/14 : Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

□ Article 74/14 § 3, 1° : il existe un risque de fuite.

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé

1° L'intéressé(e) n'a pas introduit de demande de séjour ou de protection internationale à la suite de son entrée illégale ou durant son séjour illégal ou dans le délai prévu par la présente loi.

L'intéressé ne peut pas dire de quand il séjourne en Belgique. Vu plusieurs interceptions dans le passé par divers zones de police, il est déjà quelque temps en Belgique.

Le dossier administratif ne montre pas qu'il a essayé de régulariser son séjour de la manière légalement prévue.

3° L'intéressé(e) ne collabore pas ou n'a pas collaboré dans ses rapports avec les autorités.

L'intéressé ne s'est pas présenté à la commune dans le délai déterminé par l'article 5 de la loi du 15/12/1980 et ne fournit aucune preuve qu'il loge à l'hôtel.

Le PV numéro de la zone de police de Secova indique que l'intéressé était en train de travailler sans être en possession d'une carte professionnelle / d'un permis de travail ou un single permit.

Reconduite à la frontière [...]

En application de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est nécessaire de faire ramener sans délai l'intéressé(e) à la frontière, à l'exception des frontières des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen pour les motifs suivants :

Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé(e), voir la motivation de l'article 74/14, 1° dans la partie "ordre de quitter le territoire".

L'intéressé ne donne aucune raison pour laquelle il ne peut pas retourner dans son pays d'origine.

L'intéressé n'apporte aucun élément qui prouve qu'il souffre d'une maladie qui l'empêche de retourner dans son pays d'origine ».

2. Objet du recours.

Le Conseil n'est pas compétent à l'égard de la décision de maintien en vue d'éloignement, dont l'annulation est demandée.

Un recours spécial est en effet organisé devant la Chambre du Conseil du Tribunal correctionnel, à cet effet¹.

3. Procédure applicable.

3.1. Le présent recours est examiné dans le cadre de la procédure urgente².

3.2. Conformément à l'article 2.61., § 3, alinéa 1er, de la loi CCE, le Conseil statue dans un délai de 3 semaines suivant l'introduction du recours.

4. Recevabilité du recours dans le temps³.

Le recours a été introduit dans le délai fixé par l'article 2.15., § 2, 2°, c), de la loi CCE.

5. Examen des moyens.

5.1.1. La partie requérante prend un **1^{er} moyen** de la violation

- des articles 3, 8 et 13 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : CEDH),
- de l'article 5 de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (ci-après : directive 2008/115/CE),
- des articles 1, § 2, 7, alinéa 1er, 1° et 8°, 62, 74/13 et 74/14, § 3, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : loi du 15 décembre 1980), les 2ème, 3ème et 4ème articles "lus en combinaison avec l'article 5 de la directive 2008/115/CE"⁴,
- des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs,
- des articles 7 et 41, § 2, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après : Charte),
- du droit d'être entendu en tant que principe général du droit de l'Union,
- et du devoir de soin, du principe du raisonnable et du principe de confiance⁵.

a) Dans une 1^{ère} branche, la partie requérante fait valoir ce qui suit :

"Artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet bepaalt dat de verwerende partij bij het nemen van een verwijderingsbeslissing rekening moet houden met het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken vreemdeling.

Deze verplichting vormt de omzetting van artikel 5 van de Terugkeerrichtlijn. Daaruit volgt dat de verwerende partij vóór het nemen van een terugkeerbesluit een daadwerkelijk, zorgvuldig en individueel onderzoek moet voeren naar de persoonlijke omstandigheden van de betrokkene. Zij moet eveneens het beginsel van non-refoulement eerbiedigen.

In de bestreden beslissing wordt louter op stereotiepe wijze gesteld dat verzoeker niet zou hebben verklaard familie, minderjarige kinderen of medische problemen in België te hebben. De beslissing vermeldt voorts dat verzoeker zou hebben aangegeven te willen werken, waarna de verwerende partij zich beperkt tot de vaststelling dat een wens om te werken geen verblijfsrecht opent en een tijdelijke terugkeer niet verhindert.

Uit deze algemene overwegingen blijkt niet dat de persoonlijke situatie van verzoeker daadwerkelijk en grondig werd onderzocht. De verwerende partij verduidelijkt niet welke concrete vragen aan verzoeker werden gesteld, welke informatie hem vooraf werd verstrekt en of hij daadwerkelijk de mogelijkheid kreeg om alle elementen met betrekking tot zijn privéleven, zijn verblijf in België, zijn gezondheidstoestand en de mogelijke gevolgen van een terugkeer naar India uiteen te zetten.

De loutere vermelding dat verzoeker op 14 juli 2026 door de politiezone Luik werd gehoord, volstaat niet om aan te tonen dat zijn hoorrecht op nuttige en effectieve wijze werd geëerbiedigd. Verzoeker diende vóór het nemen van de beslissing in staat te worden gesteld zijn standpunt op behoorlijke wijze kenbaar te maken over de voorgenomen verwijderingsmaatregel en over alle omstandigheden die de inhoud van de beslissing konden beïnvloeden.

Evenmin blijkt uit de motivering dat de verwerende partij een concreet en actueel onderzoek heeft gevoerd naar de gevolgen van de verwijdering voor het privé- en gezinsleven van verzoeker of naar een eventueel risico op een behandeling strijdig met artikel 3 EVRM bij terugkeer naar India. De algemene bewering dat de

¹Article 71 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

² Article 2.28., § 1, de la loi CCE

³ *ratione temporis*

⁴ Traduction libre du néerlandais

⁵ Traduction libre du néerlandais

beslissing geen schending van de artikelen 3 en 8 EVRM inhoudt, vormt geen afdoende individuele beoordeling.

De bestreden beslissing laat verzoeker derhalve niet toe te begrijpen op grond van welke concrete vaststellingen werd besloten dat zijn verwijdering verenigbaar is met de artikelen 3 en 8 EVRM, artikel 5 van de Terugkeerrichtlijn en artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet.

Door zonder een aantoonbaar zorgvuldig en individueel onderzoek een bevel om het grondgebied te verlaten af te leveren, heeft de verwerende partij tevens de formele en materiële motiveringsplicht, het zorgvuldigheidsbeginsel en het redelijkheidsbeginsel geschonden. Artikel 13 EVRM vereist bovendien dat verzoeker over een daadwerkelijk rechtsmiddel beschikt om zijn verdedigbare grieven onder de artikelen 3 en 8 EVRM te laten onderzoeken. [...]”.

b) Dans une 2ème branche, la partie requérante fait valoir ce qui suit :

« Artikel 74/14, § 1, van de Vreemdelingenwet bepaalt als algemene regel dat aan de vreemdeling een termijn van dertig dagen wordt toegekend om het grondgebied vrijwillig te verlaten.

Overeenkomstig artikel 74/14, 8 3, 1°, kan van deze termijn worden afgeweken wanneer er een risico op onderduiken bestaat. Deze bepaling creëert evenwel geen verplichting om elke termijn voor vrijwillig vertrek te weigeren, maar verleent de verwerende partij slechts een mogelijkheid daartoe.

Bijgevolg moet uit de beslissing blijken waarom het in de concrete omstandigheden van het dossier noodzakelijk en evenredig was om verzoeker geen enkele termijn voor vrijwillig vertrek toe te kennen.

In de bestreden beslissing wordt het vermeende risico op onderduiken afgeleid uit de vaststellingen dat verzoeker niet kan aangeven hoelang hij in België verblijft, reeds eerder door verschillende politiediensten zou zijn onderschept, geen verblijfsaanvraag zou hebben ingediend, zich niet bij de gemeente zou hebben aangemeld en zonder arbeidsvergunning zou hebben gewerkt.

Deze elementen worden op algemene en quasi-automatische wijze opgesomd, zonder dat wordt onderzocht of verzoeker zich daadwerkelijk aan het toezicht van de autoriteiten heeft willen onttrekken. Evenmin wordt concreet gemotiveerd waarom een termijn voor vrijwillig vertrek in zijn individuele situatie niet kon worden toegekend of waarom minder ingrijpende maatregelen niet zouden volstaan.

Het loutere feit dat verzoeker onregelmatig op het grondgebied verblijft en geen verblijfsaanvraag heeft ingediend, volstaat niet zonder meer om te besluiten dat hij zal onderduiken. Anders oordelen zou ertoe leiden dat aan vrijwel iedere vreemdeling zonder verblijfsrecht automatisch een termijn voor vrijwillig vertrek wordt ontzegd, terwijl artikel 74/14, 8 3, juist een individuele beoordeling vereist.

Ook de verwijzing naar het vermeende verrichten van arbeid zonder de vereiste toelating toont op zichzelf niet aan dat verzoeker zich aan de uitvoering van een verwijderingsbeslissing zal onttrekken.

Er wordt geen concreet verband aangetoond tussen deze vaststelling en een actueel en werkelijk risico op onderduiken.

De verwerende partij heeft derhalve nagelaten haar discretionaire bevoegdheid daadwerkelijk uit te oefenen.

Zij heeft de uitzondering van artikel 74/14, & 3, op quasi-automatische wijze toegepast, zonder een concrete, specifieke en afdoende motivering omtrent de noodzaak om verzoeker iedere termijn voor vrijwillig vertrek te ontzeggen. [...]”.

c) Dans une 3ème branche, la partie requérante fait valoir ce qui suit :

« Het risico op onderduiken moet worden vastgesteld op grond van objectieve en ernstige elementen die eigen zijn aan het concrete dossier. De verwerende partij moet aantonen dat er een actueel en werkelijk risico bestaat dat verzoeker zich aan de autoriteiten of aan de uitvoering van de verwijderingsbeslissing zal onttrekken.

In de bestreden beslissing verwijst de verwerende partij naar de criteria vermeld in artikel 1, § 2, 1° en 3°, van de Vreemdelingenwet. Zij stelt dat verzoeker geen verblijfsaanvraag heeft ingediend, niet kan aangeven sinds wanneer hij in België verblijft, zich niet bij de gemeente heeft aangemeld en geen bewijs van hotelverblijf heeft voorgelegd. Verder wordt verwezen naar eerdere politiecontroles en naar een proces-verbaal wegens het vermeend verrichten van arbeid zonder vergunning.

Deze motivering volstaat niet om een concreet en actueel risico op onderduiken vast te stellen.

Vooreerst worden de vermeende eerdere politiecontroles op geen enkele wijze nader omschreven. De bestreden beslissing vermeldt niet wanneer of in welke omstandigheden deze controles plaatsvonden, welke politiezones daarbij betrokken waren en welk gevolg verzoeker eraan zou hebben gegeven. Zelfs het nummer van het proces-verbaal waarop de verwerende partij zich beroept, wordt niet in de beslissing vermeld. Verzoeker kan de juistheid en relevantie van deze gegevens bijgevolg niet controleren.

Daarnaast wordt niet vastgesteld dat verzoeker eerder een verwijderingsmaatregel heeft genegeerd, een gekend adres heeft verlaten, valse informatie heeft verstrekt, zijn identiteit heeft verborgen of zich daadwerkelijk aan het toezicht van de autoriteiten heeft onttrokken.

De omstandigheid dat verzoeker geen verblijfsaanvraag heeft ingediend en zich niet bij een gemeente heeft aangemeld, vloeit in wezen voort uit zijn onregelmatige verblijfssituatie. Deze elementen kunnen niet zonder

een bijkomend individueel onderzoek automatisch worden gelijkgesteld met een daadwerkelijke intentie om onder te duiken.

Ook het vermeende verrichten van arbeid zonder vergunning houdt geen rechtstreeks verband met de vraag of verzoeker zich aan de uitvoering van een verwijderingsbeslissing zal onttrekken. De verwerende partij legt dit verband alleszins niet uit.

De bestreden beslissing bevat aldus slechts een opsomming van wettelijke criteria en algemene vaststellingen. Zij bevat geen beoordeling van het gedrag, de verblijfssituatie en de persoonlijke omstandigheden van verzoeker waaruit een actueel en werkelijk risico op onderduiken kan worden afgeleid. [...]”.

5.1.2. La partie requérante prend un **second moyen** de la violation

- des articles 7, alinéa 2, 49, § 3, 62 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980,
- de l'article 41 de la Charte,
- des articles 3 et 8 de la CEDH,
- de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs,
- du droit d'être entendu en tant que principe général du droit de l'Union,
- et de l'obligation de motivation matérielle.

Elle fait valoir ce qui suit :

“Artikel 7, tweede lid, van de Vreemdelingenwet bepaalt dat de minister of zijn gemachtigde de vreemdeling onder bepaalde voorwaarden naar de grens kan laten terugleiden. De beslissing tot terugleiding vormt een afzonderlijke bestuurshandeling, die afzonderlijk en afdoende moet worden gemotiveerd.

In de bestreden beslissing wordt de terugleiding naar de grens uitsluitend verantwoord door een verwijzing naar het vermeende risico op onderduiken, zoals uiteengezet bij de weigering om een termijn voor vrijwillig vertrek toe te kennen. Vervolgens wordt op bijzonder summiere wijze gesteld dat verzoeker geen reden zou hebben opgegeven waarom hij niet naar zijn land van herkomst kan terugkeren en geen bewijs zou hebben aangebracht van een ziekte die een terugkeer verhindert.

Deze motivering is stereotiep en toont niet aan dat de verwerende partij vóór het nemen van de beslissing een zorgvuldig en individueel onderzoek heeft gevoerd naar de concrete gevolgen van een gedwongen terugleiding naar India.

De verwerende partij diende onder meer rekening te houden met de persoonlijke omstandigheden van verzoeker, zijn privé- en gezinsleven, zijn gezondheidstoestand en ieder mogelijk risico op een behandeling die strijdig is met artikel 3 EVRM. Dit volgt eveneens uit artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet. Voor zover verzoeker elementen in verband met internationale bescherming heeft aangevoerd, diende de verwerende partij deze bovendien daadwerkelijk te onderzoeken in het licht van artikel 49, § 3, van de Vreemdelingenwet en het beginsel van non-refoulement.

De enkele bewering dat verzoeker geen reden zou hebben opgegeven waarom hij niet kan terugkeren, ontslaat de verwerende partij niet van haar verplichting om hem daarover voorafgaandelijk en op nuttige wijze te horen. Uit de bestreden beslissing blijkt niet welke concrete vragen aan verzoeker werden gesteld over een mogelijke terugleiding naar India, of hij werd geïnformeerd over de voorgenomen maatregel, of hij de bijstand van een tolk genoot en of hem daadwerkelijk de gelegenheid werd geboden om eventuele bezwaren tegen een gedwongen terugkeer uiteen te zetten.

De loutere vermelding dat verzoeker op 14 juli 2026 door de politiezone Luik werd gehoord, toont niet aan dat zijn hoorrecht werd geëerbiedigd. Een gehoor dat uitsluitend betrekking heeft op zijn identiteit, verblijfssituatie of vermeende tewerkstelling kan niet worden gelijkgesteld met een daadwerkelijk gehoor over de voorgenomen terugleiding naar de grens en de mogelijke gevolgen daarvan.

Het hoorrecht vereist dat de betrokkene vóór het nemen van een voor hem bezwarende beslissing zijn standpunt op nuttige en effectieve wijze kan kenbaar maken. Dit houdt in dat hij voldoende informatie moet ontvangen over de voorgenomen beslissing en dat hem de mogelijkheid moet worden geboden alle relevante persoonlijke omstandigheden uiteen te zetten.

De terugleiding naar de grens kan ernstige en onomkeerbare gevolgen hebben voor de fysieke en psychische integriteit en het privé- en gezinsleven van verzoeker. Een louter formeel of algemeen gehoor volstaat bijgevolg niet. De verwerende partij moest aantonen dat verzoeker concreet werd bevraagd over zijn mogelijke terugkeer naar India en over eventuele belemmeringen in het licht van de artikelen 3 en 8 EVRM.

De bestreden beslissing bevat evenmin een eigenlijke belangenafweging in het licht van artikel 8 EVRM.

De enkele overweging dat verzoeker niet zou hebben verklaard familie of minderjarige kinderen in België te hebben, volstaat niet als onderzoek naar zijn volledige privéleven, sociale banden en persoonlijke integratie. Artikel 8 EVRM beschermt immers niet uitsluitend het gezinsleven, maar eveneens het privéleven.

Door zich te beperken tot algemene en stereotiepe overwegingen heeft de verwerende partij niet aangetoond dat zij alle relevante omstandigheden zorgvuldig heeft onderzocht. De beslissing laat verzoeker evenmin toe te begrijpen waarom een onmiddellijke gedwongen terugleiding naar India, rekening houdend met zijn individuele situatie, noodzakelijk en evenredig werd geacht. [...]”.

5.2.1. **A titre liminaire**, la partie requérante n'explicite pas, dans son 1^{er} moyen, la raison pour laquelle l'article 13 de la CEDH, l'article 7, alinéa 1^{er}, 1^o et 8^o, de la loi du 15 décembre 1980, l'article 41, § 2, de la Charte ou le principe de confiance seraient violés en l'espèce.

Par ailleurs, la partie requérante ne soutient nullement que la transposition de l'article 5 de la directive 2008/115/CE dans le droit interne serait incorrecte ou aurait été effectuée de manière non conforme à ladite directive.

Dès lors, son invocation directe ne peut être admise⁶.

5.2.2. La partie requérante n'explicite pas, dans son second moyen, la raison pour laquelle l'article 49, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 serait violé en l'espèce.

5.2.3. Les moyens sont donc irrecevables à ces égards.

5.3.1. **Sur le reste du 1^{er} moyen, en sa 1^{ère} branche**, le dossier administratif, et en particulier un document intitulé « formulaire confirmant l'audition d'un étranger », montre clairement que le requérant a été interrogé, notamment, sur son état de santé, l'existence ou non d'une vie familiale en Belgique, et la raison pour laquelle il n'est pas retourné en Inde, et a répondu de la manière relevée dans la motivation du 1^{er} acte attaqué.

5.3.2. a) La partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas préciser

- l'information donnée au préalable au requérant,

- ni si la possibilité lui a été donnée d'exposer tous les éléments relatifs à sa vie privée, son séjour en Belgique, son état de santé et les conséquences possibles d'un retour en Inde.

Elle estime, dès lors, que le droit d'être entendu du requérant n'a pas été respecté.

b) La Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : CJUE) a jugé ce qui suit :

« [...] selon le droit de l'Union, une violation des droits de la défense, en particulier du droit d'être entendu, n'entraîne l'annulation de la décision prise au terme de la procédure administrative en cause que si, en l'absence de cette irrégularité, cette procédure pouvait aboutir à un résultat différent [...].

Pour qu'une telle illégalité soit constatée, il incombe en effet au juge national de vérifier, lorsqu'il estime être en présence d'une irrégularité affectant le droit d'être entendu, si, en fonction des circonstances de fait et de droit spécifiques de l'espèce, la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait que les ressortissants des pays tiers concernés auraient pu faire valoir des éléments de nature à [changer le sens de la décision] »⁷.

En l'occurrence, la partie requérante se borne à alléguer la violation du droit d'être entendu du requérant quant à sa vie privée, son état de santé et les conséquences possibles d'un retour en Inde, sans nullement expliciter les éléments qu'il aurait pu faire valoir à cet égard.

Elle reste ainsi en défaut de démontrer les raisons pour lesquelles la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent.

Son argumentation n'est donc pas pertinente.

5.3.3. De même, la partie requérante invoque la violation des articles 3 et 8 de la CEDH, sans aucunement préciser de quelle manière le requérant pourrait se prévaloir des garanties prévues par ces dispositions.

Le moyen manque en fait, à cet égard.

5.4.1. **Sur le reste du 1^{er} moyen, en sa 3^{ème} branche**, contrairement à ce que semble penser la partie requérante, la partie défenderesse a uniquement fait référence aux différents contrôles de police que le requérant a subi, pour constater qu'« *il est déjà quelque temps en Belgique* » mais n'a pas « *essayé de régulariser son séjour de la manière régulièrement prévue* ».

La partie requérante ne conteste aucun de ces constats puisque, dans la 1^{ère} branche du 1^{er} moyen, elle fait valoir le séjour du requérant et une vie privée en Belgique.

⁶ Dans le même sens : C.E., arrêt n°117.877 du 2 avril 2003

⁷ CJUE, 10 septembre 2013, C-383/13, points 38 et 40

En tout état de cause, les informations données par un inspecteur de police quant à ces contrôles, figurent dans le dossier administratif.

5.4.2. La partie requérante estime que le 1^{er} acte attaqué ne comporte aucune appréciation du comportement, de la situation de séjour et des circonstances personnelles du requérant, dont pourrait être déduit un risque de fuite actuel et certain.

Or, la partie défenderesse a examiné le comportement et la situation de séjour du requérant, qui n'a introduit aucune demande à la suite de son entrée illégale en Belgique, et n'a pas collaboré avec les autorités.

En outre, une nouvelle fois, la partie requérante invoque des circonstances propres au requérant, sans aucunement les préciser.

L'argument selon lequel l'absence d'introduction de toute demande et de présentation à la commune compétente, résulte de la situation de séjour irrégulière, est juridiquement incorrect, puisque le requérant n'a pas tenté de régulariser cette situation par l'introduction d'une quelconque demande, ni respecté la réglementation en signalant sa présence aux autorités.

Au vu de ce qui précède, la partie requérante critique la motivation du 1^{er} acte attaqué, relative au risque de fuite du requérant, sans démontrer aucunement en quoi la partie défenderesse aurait violé l'article 74/14, § 3, 1°, de la loi du 15 décembre 1980

Au contraire, il s'avère que celle-ci a adéquatement motivé le 1^{er} acte attaqué au regard de cette disposition.

5.5. **Sur le reste du 1^{er} moyen, en sa 2^{ème} branche**, contrairement à ce que prétend la partie requérante, les éléments relevés par la partie défenderesse suffisent à établir un risque de fuite, au sens de l'article 74/14, § 3, 1°, combiné à l'article 1, § 2, 1° et 3°, de la loi du 15 décembre 1980, à défaut de toute circonstance de nature à contredire les constats posés.

La partie requérante tente d'amener le Conseil du Contentieux des Etrangers à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse, mais ne démontre aucune erreur manifeste d'appréciation dans le chef de celle-ci.

Ce faisant, son argumentation manque en fait et en droit.

5.6. **Sur le reste du second moyen**, l'argumentation exposée par la partie requérante est similaire à celle exposée dans la 1^{ère} branche du 1^{er} moyen.

Il est renvoyé aux constats posés dans le point 5.3. à cet égard.

A supposer même que l'aide d'un interprète n'a pas été proposée au requérant, ou qu'il n'a pas eu la possibilité d'exposer ses contestations à l'égard d'un retour contraint, force est de constater que la partie requérante ne fait valoir aucun élément de nature à faire aboutir la procédure administrative en cause à un résultat différent.

5.7. Conclusion

Aucun des moyens n'est fondé.

6. Débats succincts.

6.1. Le Conseil traite la demande de suspension avec la demande au fond en une seule fois⁸.

6.2. En tout état de cause, le recours introduit contre le second acte attaqué étant automatiquement suspensif⁹, la demande de suspension est sans objet à son égard.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

⁸ Article 1.9., alinéa 2, de la loi CCE

⁹ Article 2.31, § 5, de la loi CCE

Ainsi prononcé à Bruxelles, le vingt-neuf juillet deux mille vingt-six, par :

N. RENIERS, présidente de chambre,

S. VAN HOOFF, greffière assumée.

La greffière, La présidente,

S. VAN HOOFF N. RENIERS